

Communiqué de presse
Vendredi 7 décembre 2007

Croissance bien présente mais moins dynamique

Situation économique, perspectives conjoncturelles et priorités de politique économique

Situation économique actuelle

L'économie suisse se porte toujours bien. Selon les prévisions, le produit intérieur brut (PIB) devrait croître de 2,7 % en 2007. L'économie suisse peut donc dresser un bilan positif pour ces quatre dernières années : depuis 2004, le taux de croissance du PIB est supérieur au seuil psychologique des 2 %. Ce seuil n'a pas seulement une valeur psychologique, il correspond à peu près à la croissance potentielle de l'économie suisse, estimée à 1,9 %.

La croissance est robuste dans la majorité des branches, les principaux indicateurs de la demande le confirment. Les exportations et la consommation connaissent une évolution particulièrement réjouissante. La croissance économique se reflète dans l'amélioration de la situation sur le marché du travail. Malgré la persistance de la bonne conjoncture, les prix n'augmenteront que de 0,7 % environ en moyenne annuelle.

Evolution économique

economiesuisse table, pour 2008, sur une croissance s'inscrivant entre 1,5 % et 1,7 %. La situation restera positive pour l'emploi. Sous l'effet de cette croissance économique modérée, le nombre de chômeurs (2,6 %) continuera de reculer.

Cependant, il faut être conscient que le cycle conjoncturel a déjà atteint son sommet et que la dynamique économique faiblira sensiblement. economiesuisse table sur une croissance stable de la consommation en 2008, ce qui bénéficiera principalement au commerce de détail et au tourisme. Les investissements dans la construction diminueront légèrement, mais se maintiendront à un niveau élevé. Les exportations resteront le principal moteur de la croissance. Contrairement à d'autres secteurs, les perspectives dans celui de la finance sont légèrement moins positives en raison d'incertitudes persistantes. Le montant exact des corrections de valeur nécessaires n'est toujours pas connu. A l'heure actuelle, les marchés avancent le chiffre de 200 à 300 milliards de dollars environ. Si ce chiffre se révèle correct, les corrections de valeur que les banques, aux Etats-Unis et dans le reste du monde, devront effectuer resteront supportables. La gestion d'actif et la situation sur les marchés des actions, importantes pour la place financière suisse, n'ont pas trop été affectées par la crise jusqu'ici. Aussi longtemps que la situation sur les marchés ne se détériore pas trop, les conséquences sur le secteur de la finance suisse ne pas devraient être trop graves.

Risques

Les perspectives de croissance de l'économie suisse risquent d'être altérées essentiellement par deux facteurs : premièrement, les tendances récessives ont gagné du terrain aux Etats-Unis à la suite de la

multiplication des défauts de crédit, de la baisse des prix de l'immobilier ainsi que de l'augmentation des prix à l'importation et des prix des denrées alimentaires. Si une récession se produit, cela affectera massivement la conjoncture mondiale et entraînera un recul des exportations suisses. Deuxièmement, il existe un risque de variations abruptes des cours de change. Si le franc suisse s'apprécie fortement sous l'effet de la crise du crédit ou d'une crise politique, l'économie suisse subira des dommages considérables.

Evolution monétaire

D'après les estimations, le taux d'inflation moyen pour 2007 se situera aux alentours de 2,7 % aux Etats-Unis et de 2,0 % dans la zone euro. Il suffit que le volume des liquidités injectées dans le circuit financier se maintienne pour que les taux d'inflation repartent à la hausse sur le long terme. En Suisse, le risque d'inflation est moins marqué. L'envolée des prix du pétrole est partiellement compensée par la baisse du dollar. Par contre, les prix des denrées alimentaires devraient quelque peu augmenter en 2008. Les hausses de loyer entraîneront, elles aussi, une augmentation modérée des prix.

D'une manière générale, economiesuisse prévoit un taux d'inflation moyen de 1,3 %, voire 1,5 % pour 2008. Partant, economiesuisse ne s'attend pas à de nouveaux relèvements de taux de la part de la BNS.

Priorités de politique économique de la nouvelle législature

La Suisse doit continuer d'améliorer durablement sa compétitivité face à la concurrence mondiale. C'est le seul moyen de garantir les fondements d'une croissance durable. Aussi economiesuisse entend-elle relever en priorité les défis de la politique de croissance suivants :

- Politique financière : il s'agit de consacrer les excédents à l'amortissement de la dette et à des baisses d'impôts ciblées. Nous devons veiller au respect du frein à l'endettement et à son extension aux dépenses extraordinaires. S'il est nécessaire de limiter l'augmentation des dépenses au renchérissement, il importe néanmoins de privilégier les dépenses favorisant la croissance et axées sur l'avenir dans le domaine de la formation et de la recherche et la modernisation des infrastructures.
- Politique économique extérieure : il est essentiel de consolider la voie bilatérale avec l'UE, de conclure des accords de libre-échange avec les pays émergents extraeuropéens et de donner un nouvel élan à l'OMC.
- Politique de concurrence : la croissance doit être davantage renforcée. Par ailleurs, nous devons faciliter l'accès aux marchés et abolir les prix régulés par l'Etat. Il y a lieu d'aller de l'avant avec l'ouverture du marché postal et du marché de l'électricité et d'étendre la concurrence au marché hospitalier.
- Formation et recherche : economiesuisse considère comme essentiel de promouvoir les sciences naturelles et les formations d'ingénieur. En outre, il convient de mettre en œuvre aussi rapidement que possible la loi sur les hautes écoles.
- Politique énergétique : pour l'économie, les priorités restent des mesures d'économies supplémentaires, une optimisation de l'efficacité, la promotion des énergies alternatives et la construction de centrales, principalement des centrales nucléaires.

Lancer des réformes de politique fiscale importantes

La mise en place d'un système fiscal attractif en Suisse est bénéfique pour tous les citoyens. Il faut agir pour entretenir cet atout. C'est pourquoi il est nécessaire de tendre à un système fiscal svelte et dépourvu de distorsions, qui ne mette pas en péril les principaux facteurs de croissance et de prospérité. La concurrence fiscale suisse a fait ses preuves. Nous devons la défendre en Suisse et envers d'autres pays. Elle est le fondement de notre attrait fiscal à l'échelle internationale et elle garantit la solidarité. L'attrait fiscal de la Suisse pour les travailleurs étrangers qualifiés doit aussi être

optimisé dans l'optique d'une croissance saine. La simplification de la TVA constitue un autre défi. economiesuisse s'engage fermement pour l'introduction d'un taux unique.

La réforme de l'imposition des entreprises II, qui allègera sensiblement l'imposition des petites et moyennes entreprises de Suisse, revêt une grande importance pour l'économie. Elle se concentre sur des obstacles et entraves fiscaux dont les PME font les frais. La réforme encourage les jeunes entreprises en phase de croissance, elle atténue les problèmes qui compliquent les successions et simplifie les restructurations. Ainsi, les quelque 300 000 PME suisses et les exploitations agricoles, profiteront de cette réforme modérée. Du fait de l'abolition de l'impôt sur le capital et de l'introduction du principe de l'apport en capital, la place économique suisse gagne en attractivité. La réforme change aussi la donne en ce qui concerne l'imposition des dividendes, un changement attendu depuis longtemps. Le soutien des cantons, du Conseil fédéral, de tous les partis bourgeois, y compris des Verts libéraux, ainsi que l'issue positive des votations de ces derniers mois montrent que la réforme de l'imposition des PME est une solution pragmatique, typiquement suisse.

Pour toute question :
Rudolf Minsch, chef économiste
Téléphone : 044 421 35 35
rudolf.minsch@economiesuisse.ch

Conférence de presse

Situation économique, perspectives conjoncturelles et priorités de la politique économique en 2008

Vendredi 7 décembre 2007

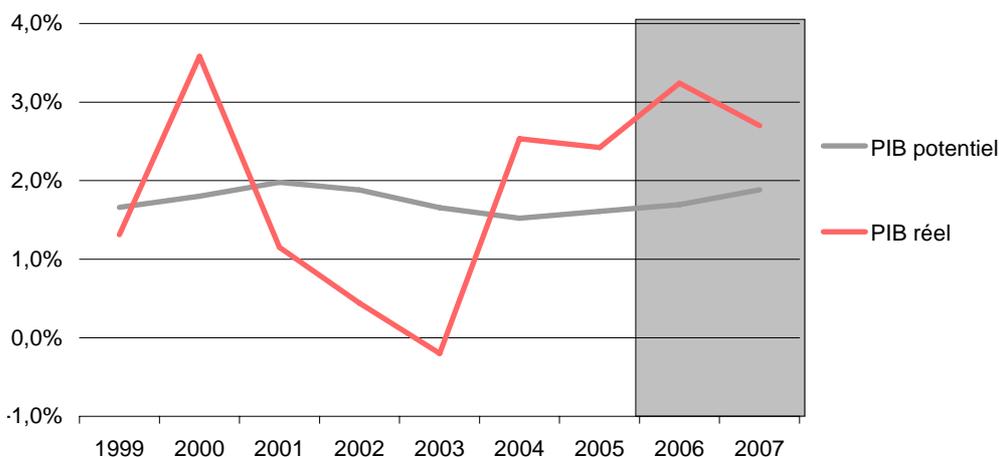
Seul l'exposé prononcé fait foi

Situation économique et perspectives conjoncturelles

Rudolf Minsch, chef économiste d'economiesuisse

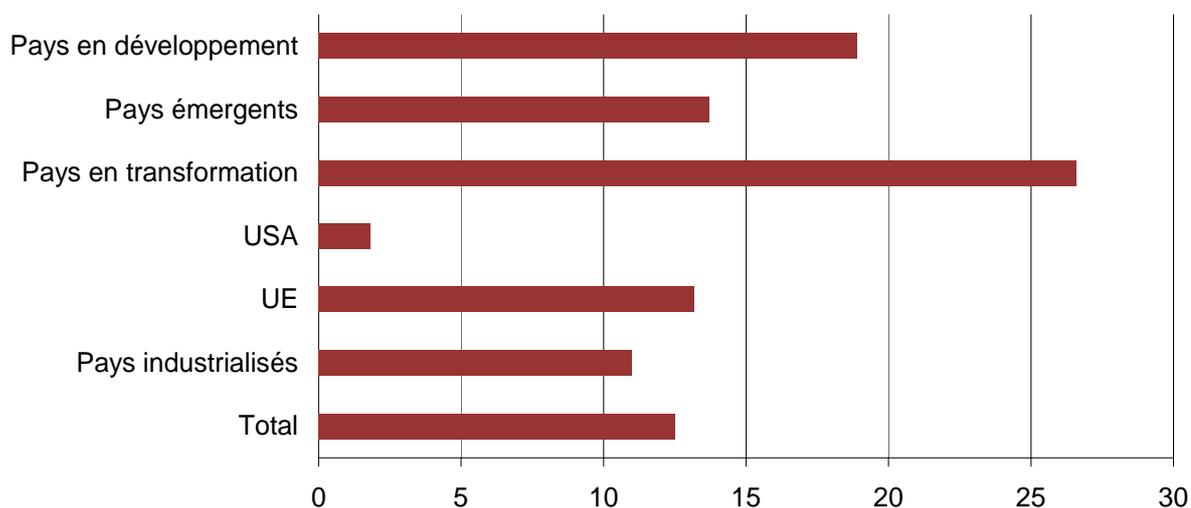
Situation économique actuelle

L'économie suisse se porte toujours bien. Selon les prévisions, le produit intérieur brut (PIB) devrait croître de 2,7 % en 2007. L'économie suisse peut donc dresser un bilan positif pour ces quatre dernières années : depuis 2004, le taux de croissance du PIB est supérieur au seuil psychologique des 2 %. Ce seuil n'a pas seulement une valeur psychologique, il correspond à peu près à la croissance potentielle de l'économie suisse. Le graphique ci-après montre l'évolution du PIB et celle de la croissance potentielle – estimée à l'aide d'une fonction de production. La croissance potentielle de l'économie suisse s'est située vers 1,9 % en moyenne ces dernières années. En d'autres termes, l'économie peut enregistrer ce taux de croissance sur le long terme, sans que la demande excède l'offre et donc sans risque d'inflation. Grâce à l'immigration de travailleurs étrangers qualifiés, la croissance potentielle estimée s'est légèrement accrue ces dernières années.



Taux de croissance réel du PIB et PIB potentiel (sources : OFS et calculs propres)

La croissance est robuste dans la majorité des branches, les principaux indicateurs de la demande le confirment. Ce sont toujours les exportations qui présentent la dynamique la plus forte. Entre janvier et fin octobre, elles ont progressé de 12,5 % en moyenne, en termes nominaux, par rapport à la même période de 2006. Comme le montre le graphique ci-après, ce sont les exportations suisses à destination des pays en transition (Russie, Chine) et des pays en développement (OPEP, Inde) qui ont le plus augmenté en 2007. Les taux de croissance respectifs s'établissent à 26,6 % et près de 19 %. Les pays nouvellement industrialisés (Thaïlande, Singapour) ainsi que l'UE ont également contribué à ce résultat réjouissant. Les exportations qui leur étaient destinées se sont accrues de respectivement 13,7 % et 13,2 %. Le tableau est plus sombre du côté de l'Amérique du nord. Les exportations vers les Etats-Unis ont augmenté de 1,8 % pendant les dix premiers mois de 2007, un taux comparativement faible. De ce fait, l'économie suisse est affectée indirectement par le ralentissement conjoncturel induit par la crise du crédit américaine.



Croissance des exportations suisses par espaces économiques, de janvier à octobre 2007 (source : AFD 2007)

Grâce à l'amélioration de l'emploi et au bon climat de consommation, la consommation privée soutient de plus en plus la conjoncture. Dans l'ensemble, ce principal indicateur de la demande devrait gagner 2 % environ cette année. Seuls les investissements dans la construction stagnent à un niveau élevé. On constate que les investissements privés fléchissent après plusieurs années de forte croissance. Il faut distinguer soigneusement les investissements des particuliers et ceux des entreprises. En effet, si les particuliers ont moins construit cette année, les dépenses pour des locaux commerciaux se sont accrues. De même, les investissements des entreprises dans des biens d'équipement augmentent à un rythme supérieur à la moyenne cette année en raison de la bonne conjoncture.

La croissance économique se reflète dans l'amélioration de la situation sur le marché de l'emploi : le baromètre de l'emploi publié par l'Office fédéral de la statistique indiquait une croissance robuste à la fin du troisième trimestre 2007. Tant la Statistique de la population active occupée (+ 2,3 %) que celle de l'emploi (+ 2,7 %) traduisent la forte demande de travailleurs en Suisse. On peut partir du principe que la croissance de l'emploi se poursuit également au quatrième trimestre.

Raisons de la croissance persistante de l'économie suisse

1. Forte croissance de l'économie mondiale

La vigueur persistante de la croissance enregistrée par l'économie suisse s'explique essentiellement par la robustesse de la conjoncture mondiale. D'après le Fonds monétaire international (FMI), la croissance de l'économie mondiale a atteint près de 5 % ces dernières années. Elle n'a pas été le seul fait des pays industrialisés. La Chine et l'Inde continuent certes de croître à un rythme effréné, mais l'Afrique affiche aussi des taux d'expansion appréciables. Les taux de croissance élevés dans toutes les régions du globe expliquent la forte demande étrangère pour les produits suisses.

Taux de croissance de l'économie mondiale (PIB réel)

	2004	2005	2006	2007	2008
				Prévisions	Prévisions
Monde	5.3	4.8	5.4	5.2	4.8
Etats-Unis	3.6	3.1	2.9	1.9	1.9
Zone euro	2.0	1.5	2.8	2.5	2.1
UE	2.7	2.0	3.2	3.0	2.5
Japon	2.7	1.9	2.2	2	1.7
Afrique	5.8	5.6	5.6	5.7	6.5
Chine	10.1	10.4	11.1	11.5	10
Inde	7.9	9	9.7	8.9	8.4

Source : FMI, World Economic Outlook 2008 (état au 17 octobre 2007)

2. Franc suisse faible et dollar encore plus faible

Contrairement aux épisodes de croissance précédents, les entreprises suisses ne sont pas aux prises avec un franc fort. Relativement bas par rapport à l'euro, le franc suisse a diminué le prix des produits suisses dans l'UE et contribué à la progression des exportations. En outre, vu la vigueur de l'euro, les produits suisses sont aussi relativement avantageux par rapport à ceux des concurrents européens sur les marchés mondiaux. Cela compense en partie les inconvénients d'un dollar faible. Les conséquences négatives sont quelque peu atténuées par le fait qu'exprimés en francs suisses, les prix du pétrole et d'autres matières premières n'ont finalement pas tellement augmenté en Suisse.

3. Les entreprises suisses sont bien positionnées

L'économie suisse est très diversifiée. Le mérite en revient aux entreprises qui s'adaptent en permanence. Les petites et moyennes entreprises sont le moteur de l'économie suisse, elles complètent les multinationales actives à l'échelle internationale. Les restructurations réalisées par le passé portent leurs fruits. Les entreprises helvétiques ont notamment bénéficié du fait que le pouvoir d'achat s'est amélioré dans toutes les régions du monde ces dernières années. Cela a pour conséquence que la demande de produits de qualité coûteux augmente continuellement. La crise du crédit pèse certes sur les performances de notre place financière, mais il n'en reste pas moins qu'elle a connu une évolution réjouissante ces dernières années.

4. Accord de libre circulation des personnes avec l'UE et autres réformes

La libre circulation des personnes entre la Suisse et l'UE a soutenu de manière décisive la dynamique économique. La forte demande de spécialistes qualifiés n'aurait pas pu être satisfaite par les seuls

travailleurs suisses. Les entreprises ont pu tirer parti de la croissance mondiale en recrutant des travailleurs dans l'UE. La croissance a aussi bénéficié des réformes fiscales décidées aux niveaux fédéral et cantonal ainsi que de la déréglementation du marché intérieur.

Perspectives pour 2008 : fléchissement de la dynamique

Evolution économique

Les perspectives pour 2008 restent bonnes. L'économie suisse affiche une croissance solide qui se poursuivra l'année prochaine. Cependant, il faut être conscient que le cycle conjoncturel a déjà atteint son sommet et que la dynamique économique faiblira sensiblement. Malgré la succession de mauvaises nouvelles au cours de ces derniers mois, quantité d'indicateurs annoncent une poursuite de la croissance : le volume des commandes et le nombre de postes vacants sont élevés tandis que le climat de consommation est bon.

L'économie table sur une croissance stable de la consommation nationale en 2008, ce qui bénéficiera principalement au commerce de détail et au tourisme. Les investissements dans la construction, pour leur part, diminueront légèrement, mais se maintiendront à un niveau élevé. Les exportations resteront le principal moteur de la croissance. La demande étrangère de produits suisses devrait être forte en 2008 également, d'après les estimations de l'économie. Les industries horlogère et agroalimentaire se montrent confiantes par rapport à l'évolution en 2008. Le niveau réjouissant des exportations de l'industrie pharmaceutique et de l'industrie des machines se maintient aussi. Quelques entreprises suisses, exportatrices de biens d'investissement dans le secteur de l'énergie, profitent du haut niveau des prix du pétrole. Les prévisions positives de l'économie suisse concordent avec les prévisions conjoncturelles mondiales du FMI pour l'année prochaine. Ce dernier s'attend à une amélioration de la performance économique mondiale de 4,8 % en 2008. L'offre très diversifiée de l'économie suisse pourra bénéficier de cette évolution.

Contrairement à d'autres secteurs, les perspectives dans celui de la finance sont légèrement moins positives en raison d'incertitudes persistantes. La crise du crédit affecte d'autres secteurs. Le montant exact des corrections de valeur nécessaires n'est toujours pas connu. A l'heure actuelle, les marchés avancent le chiffre de 200 à 300 milliards de dollars environ. Si ce chiffre se révèle correct, les corrections de valeur que les banques, aux Etats-Unis et dans le reste du monde, devront effectuer resteraient supportables. A titre de comparaison, au début des années 1990, les banques suisses ont fait face à des défauts de crédit et des amortissements d'une hauteur de environ 42 milliards de francs suisses, à la suite de la crise immobilière. La gestion d'actifs et la situation sur les marchés des actions, importantes pour la place financière suisse, n'ont pas trop été affectées par la crise jusqu'ici. Aussi longtemps que la situation sur les marchés ne se détériore pas trop, les conséquences sur les banques suisses ne pas devraient être trop graves. A plus long terme, le secteur de la finance sortira renforcé de ces turbulences.

D'une manière générale, l'économie suisse table, pour 2008, sur une croissance s'inscrivant entre 1,5 % et 1,7 %. La situation restera positive en matière d'emploi. Sous l'effet de la croissance économique modérée, le nombre de chômeurs (2,6 %) continuera de reculer.

Depuis la publication des estimations des instituts de prévisions cet automne, les risques se sont fortement accrus :

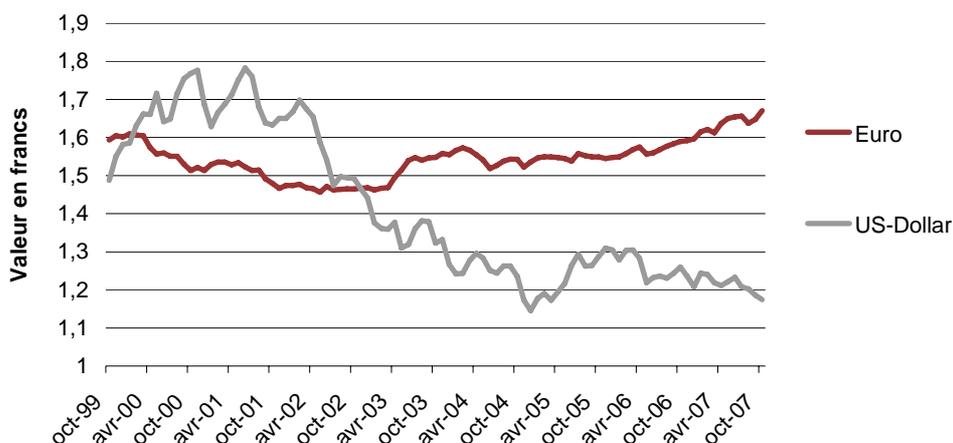
Risque inhérent à la conjoncture américaine : La conjoncture américaine balbutie. Les premiers signes d'un ralentissement net de la conjoncture américaine se font jour. En accord avec d'autres

institutions, le FMI a considérablement révisé à la baisse ses prévisions pour les Etats-Unis, mais il table encore sur une croissance de 1,9 %. Le principal danger pour la conjoncture américaine est que la crise se mue en un gigantesque incendie. Comme de nombreux propriétaires immobiliers doivent s'attendre à un relèvement des taux hypothécaires ces prochains temps, les défauts de crédit pourraient exploser. En outre, il existe un risque que les prix de l'immobilier baissent sur un large front. Une dégringolade du marché de l'immobilier détériorerait la solvabilité de nombreux débiteurs. Les banques réagiront en durcissant les conditions d'octroi des crédits, ce qui pourrait provoquer une pénurie de crédits. Aux Etats-Unis aussi, la hausse des prix du pétrole pèse sur la consommation. Il en ressort que, pour ces diverses raisons, les tendances récessives ont globalement gagné du terrain aux Etats-Unis. Si une récession devait se produire, cela affecterait massivement la conjoncture mondiale et cela ferait aussi diminuer les exportations suisses.

Risque inhérent aux turbulences sur les marchés des changes : La faiblesse du billet vert n'est pas inattendue : la balance commerciale des Etats-Unis présente un déficit important depuis des années. La baisse du dollar renchérit les importations et diminue le prix des exportations américaines. Cela réduit le déficit de la balance commerciale. Aussi longtemps que les adaptations des cours de change sont lentes et graduelles, les acteurs du marché peuvent s'y préparer. C'est plus difficile quand les changements sont brusques, qu'ils soient causés par une propagation de la crise du crédit ou des instabilités politiques.

La faiblesse du dollar entraîne aussi une diminution des bénéfices des pays exportateurs de pétrole et de la valeur des réserves monétaires de nombreux pays. Les spéculations relatives à un éventuel transfert vers l'euro font chuter un peu plus le dollar.

La baisse du dollar varie fortement selon les monnaies : Depuis début 2006, le dollar a perdu 22 % environ face à l'euro tandis qu'il n'a perdu que 8 % face à la monnaie chinoise. Par rapport au franc suisse, le dollar a perdu 13 % environ, de sorte que nous nous situons entre deux. Les marchés exigent depuis longtemps que le yuan soit réévalué et que son indexation au dollar soit supprimée. Des déséquilibres présumés ou effectifs pourraient provoquer des variations de cours abruptes et peser sur l'économie mondiale.



Taux de change nominaux CHF/USD et CHF/EUR (source : BNS 2007)

Le dollar a perdu plus de valeur par rapport à l'euro que par rapport au franc suisse. L'économie suisse profite actuellement du fait que le franc se situe en retrait par rapport à l'euro. Pas moins de 63 % environ des exportations suisses sont destinées à l'Europe. A nouveau, nous pouvons dire que aussi longtemps que les adaptations se font de manière graduelle sur une longue période, l'économie suisse

est en mesure de s'adapter. Le danger de turbulences monétaires en conséquence de la crise du crédit ne doit pas être écarté du revers de la main. Si les investisseurs se réfugiaient dans le franc suisse, ce dernier pourrait s'apprécier fortement par rapport à l'euro dans un laps de temps court, ce qui nuirait considérablement à l'économie.

Evolution monétaire

D'après les estimations, le taux d'inflation moyen pour 2007 se situera aux alentours de 2,7 % aux Etats-Unis et de 2,0 % dans la zone euro. En Suisse, le renchérissement moyen sera bien inférieur : malgré l'augmentation des prix à l'importation, le renchérissement avoisinera 0,7 % cette année.

Compte tenu du fait que les tensions perdurent sur les marchés financiers, les acteurs du marché tablent sur une diminution des taux d'intérêts, en particulier aux Etats-Unis. Cependant, l'environnement monétaire s'est nettement durci par rapport aux années qui ont suivi la crise des dot.com : l'augmentation des prix du pétrole et des denrées alimentaires ainsi que la hausse tendancielle du prix des importations en provenance d'Asie accentuent le risque d'inflation aux Etats-Unis et dans une moindre mesure en Europe. Il suffit que le volume des liquidités injectées dans le circuit financier se maintienne pour que les taux d'inflation repartent à la hausse sur le long terme. La marge de manœuvre pour une politique monétaire stimulante s'est nettement rétrécie en comparaison avec l'ère Greenspan.

En Suisse, le risque d'inflation est moins marqué. L'envolée des prix du pétrole est partiellement compensée par la baisse du dollar. Par contre, les prix des denrées alimentaires devraient quelque peu augmenter en 2008. Les hausses de loyer entraîneront, elles aussi, une augmentation modérée des prix.

D'une manière générale, l'économie prévoit un taux d'inflation moyen entre 1,3 % et 1,5 % pour 2008. Vu la politique monétaire prospective de la BNS, les risques d'inflation à long terme sont bien moindres en Suisse qu'aux Etats-Unis ou dans la zone euro. Partant, l'économie ne s'attend pas à de nouveaux relèvements des taux de la part de la BNS.

Pour toute question :
Rudolf Minsch
Téléphone : 044 421 35 34
rudolf.minsch@economiesuisse.ch

Conférence de presse

Situation économique, perspectives conjoncturelles et priorités de la politique économique en 2008

Vendredi 7 décembre 2007

Seul l'exposé prononcé fait foi

Priorités de politique économique pour la nouvelle législature

Gerold Bührer, président d'economiesuisse

Mesdames, Messieurs,

Les fondamentaux de l'économie suisse sont bons. Ces dernières années, le dynamisme de la croissance et de l'emploi a été impressionnant. Notre pays est bien classé au palmarès international de la compétitivité. Mais il ne faut pas se bercer d'illusions. Il ressort déjà clairement des perspectives pour 2008 que nous allons vers un ralentissement de la croissance économique mondiale.

Au-delà de ces considérations conjoncturelles, il importe tout d'abord de ne pas perdre de vue les tendances de politique économique à long terme. Il apparaît clairement que ces prochaines années, la concurrence mondialisée continuera de représenter un défi pour l'Europe occidentale et donc aussi pour la Suisse. A l'avenir, la Suisse ne pourra rester du côté des gagnants que si la politique économique, les entreprises et les partenaires sociaux parviennent à renforcer durablement notre capacité concurrentielle.

En politique économique et financière, la Suisse ne doit pas se reposer sur ses lauriers. Elle doit au contraire travailler à consolider les bases d'une croissance durable, plutôt que de chercher à traiter des symptômes.

A notre avis, les défis que nous aurons à relever sous l'angle de la politique de la croissance sont les suivants :

1. Dans l'intérêt d'une politique financière solide, il y a lieu surtout d'utiliser systématiquement les excédents accumulés grâce à la bonne conjoncture pour amortir la dette et viser des baisses d'impôts. Il convient de respecter rigoureusement le frein à l'endettement adopté à une majorité populaire de près de 85 % et de l'étendre aux dépenses extraordinaires. Pour prévenir de nouveaux déficits massifs, notamment en cas de tassement conjoncturel, il importe de faire avancer les réformes structurelles relatives aux dépenses (portefeuille des tâches). S'il faut limiter l'augmentation des dépenses au renchérissement, il faut veiller avant tout à maintenir une marge de manœuvre pour des dépenses d'investissement porteuses d'avenir, susceptibles de stimuler la croissance, telles celles consacrées à la formation et à la recherche ainsi qu'à la modernisation de l'infrastructure. Il s'agit aussi d'éviter que le domaine social absorbe l'essentiel des ressources, au point d'empêcher ces investissements.

2. Sur le plan de la politique fiscale, il importe de poursuivre les réformes engagées en faveur des entreprises (réforme de l'imposition des entreprises II, réduction des taux de l'impôt sur le bénéfice, élimination du droit de timbre d'émission), des couples et de la simplification de la TVA par l'introduction d'un taux uniforme. Il est indispensable de maintenir les impôts bas et de se fixer une discipline rigoureuse en matière de dépenses pour favoriser la croissance et rester compétitifs face à la concurrence internationale. En ce qui concerne le différend fiscal avec l'UE, nous invitons le Conseil fédéral, au nom de la souveraineté fiscale du pays, à demeurer ferme dans son refus de concessions. Au-delà des désagréments qu'entraînerait un infléchissement de sa position pour notre économie, il pourrait aussi représenter un dangereux précédent.
3. En politique économique extérieure, la consolidation de la voie bilatérale avec l'UE, les accords de libre-échange avec les pays émergents extra-européens et la relance des négociations de l'OMC sont des thèmes de premier plan. La libre circulation des personnes avec l'UE en particulier a fait ses preuves. L'extension du principe aux nouveaux membres de l'UE que sont la Roumanie et la Bulgarie est donc dans l'intérêt de l'économie suisse, pour autant que des délais transitoires suffisamment longs soient respectés.
4. La concurrence doit encore être renforcée, au-delà des diverses améliorations déjà apportées (révision du marché intérieur et loi sur les cartels). Il convient de faciliter l'accès à notre marché et de supprimer les prix administrés par l'Etat. Outre l'élimination des obstacles aux échanges dans le cadre de la réglementation du cassis de Dijon, il y a lieu d'aller de l'avant avec l'ouverture du marché postal et du marché de l'électricité et, en politique de la santé, d'étendre la concurrence au marché hospitalier.
5. D'autres projets importants portent sur la formation et la recherche, avec un fort accent sur les sciences naturelles et la formation des ingénieurs. La loi-cadre sur les universités doit nous amener à créer rapidement les conditions qui permettront à nos instituts d'enseignement supérieur de se positionner avec un profil clair dans une intense concurrence internationale en matière d'accès et de production du savoir.
6. En matière d'énergie, l'approvisionnement doit être assuré sur une base concurrentielle, géopolitiquement étendue et respectueuse de l'environnement. Ces conditions sont de la plus haute importance pour notre place industrielle et notre économie de services. De nouveaux efforts d'économies, des améliorations d'efficacité, la promotion d'énergies de substitution sont certes nécessaires, mais la construction de grandes installations, en priorité nucléaires, demeure inévitable.

Les réformes envisagées doivent servir à garantir les meilleures conditions face à la concurrence internationale, tant pour les grandes entreprises à vocation internationale que pour les PME performantes. C'est ainsi qu'il sera possible de maintenir et de créer des emplois en Suisse. Notre pays doit disposer à l'avenir d'excellents atouts pour permettre aux activités financières, aux services ou à l'industrie de prospérer.

Conférence de presse
Situation économique, perspectives conjoncturelles et priorités
de politique économique en 2008
Vendredi 7 décembre 2007

Seul le texte prononcé fait foi.

La réforme de l'imposition des PME dans le contexte de la nouvelle politique fiscale

Pascal Gentinetta, directeur d'economiesuisse

Mesdames, Messieurs,

Depuis 1970, les recettes fiscales n'ont cessé d'augmenter en Suisse. Tant les recettes de l'imposition des sociétés que celles de l'impôt sur le revenu des ménages privés ont enregistré une progression nettement supérieure à la croissance économique. Malgré les nombreuses réformes fiscales qui ont été entreprises dans les cantons en particulier, on ne saurait donc, devant cette réalité, parler d'une « ruineuse spirale baissière », bien au contraire.

L'étude d'economiesuisse sur la redistribution le montre clairement : les entreprises prospères et les personnes physiques aux ressources élevées contribuent au financement de l'État dans une mesure prépondérante. Pour assurer durablement le financement de l'État et de ses assurances sociales – et garantir ainsi la solidarité voulue par le monde politique – la Suisse et ses cantons ont tout intérêt à rester dans le peloton de tête en matière de concurrence fiscale internationale, voire à consolider cette position afin d'attirer les contribuables fiscalement intéressants. Nous devons éviter de mettre en péril des systèmes performants qui ont fait leurs preuves, comme la concurrence fiscale intercantonale. Il est intéressant pour tous de mettre en place un système fiscal attrayant. Car la prospérité de la Suisse repose sur l'action d'entreprises innovantes et de citoyens motivés. Pour que l'économie dans son ensemble en profite, ces forces vives doivent pouvoir se développer sans entraves et disposer de bonnes conditions-cadre. C'est à partir de là que la solidarité peut se mettre en place et qu'il devient possible de financer l'État social.

Un bon environnement fiscal est indispensable pour assurer et consolider l'attrait de la Suisse à l'égard des groupes de contribuables mentionnés plus haut. Or cet attrait s'entretient, ce qui place la Suisse devant plusieurs défis. Il s'agit en priorité de mettre en place un système simple et, autant que faire se peut, exempt de distorsions, qui pèse le moins possible sur les facteurs de croissance et de prospérité comme l'emploi et la formation de capital.

Un premier défi consiste à supprimer ou, du moins, atténuer la double imposition des dividendes, à l'instar de la plupart des pays de l'OCDE. Cette double imposition renchérit le financement des entreprises et freine du même coup l'investissement. L'augmentation de l'attrait fiscal de la Suisse pour les travailleurs étrangers qualifiés constitue un autre défi. Il ressort clairement d'études et de comparaisons internationales qu'une charge fiscale dans l'ensemble modérée a finalement des répercussions positives sur les recettes de l'État du fait même de la croissance économique qu'elle induit. Le modèle de concurrence fiscale de la Suisse a fait ses preuves. Les ajustements inconsidérés et les hausses d'impôts que préconise l'initiative du PS sur l'harmonisation fiscale pourraient provoquer des dégâts économiques considérables et irrémédiables. Autre défi d'importance, bien que moins spectaculaire : la simplification drastique de la taxe sur la valeur ajoutée. Un taux unique bas est indispensable pour garantir le plein succès de la réforme envisagée. L'élimination des exceptions et des taux spéciaux permettrait non seulement d'atténuer les problèmes de délimitation et les distorsions de concurrence, mais aussi d'alléger le travail administratif des entreprises. Exprimé de manière plus prosaïque : si le contenu du réfrigérateur renchérit quelque peu, le réfrigérateur lui-même ainsi que le reste de la cuisine deviennent moins chers. La réforme complète de la taxe sur la valeur ajoutée n'est pas un jeu à somme nulle. Elle apporte des avantages indéniables, pour les entreprises comme pour les consommateurs. C'est pourquoi nous appelons de nos vœux une réforme bien conçue, avec un taux unique bas.

En matière de compétitivité, qui n'avance pas recule. La Suisse n'échappe pas à la concurrence fiscale internationale. Dans toute l'Europe, les taux d'imposition des bénéfices diminuent et les droits d'émission sont peu à peu supprimés. L'impôt sur le capital lui-même est un vestige que l'on ne rencontre pratiquement plus qu'en Suisse. Ces dernières années, notre pays a perdu son rôle de pionnier dans le domaine de l'imposition des entreprises, et plus particulièrement dans celui du taux d'imposition des bénéfices, même si quelques cantons restent actifs sur ce terrain. Les différentes étapes de la réforme fiscale ne sont pas un but en soi ou des cadeaux faits à certains groupes d'intéressés. A long terme, elles sont indispensables au financement de la Suisse.

Si elle veut rester dans le peloton de tête, la Suisse doit conserver sa souveraineté en matière fiscale. Sur la question des régimes fiscaux cantonaux, l'économie attend donc du Conseil fédéral qu'il se limite strictement à un dialogue avec l'UE. Il n'y a rien à négocier, puisque les régimes fiscaux ne sont pas du tout visés par l'accord de libre-échange de 1972. En se fondant sur cet accord pour justifier ses exigences, l'UE porterait atteinte au principe fondamental de la bonne foi, pierre angulaire du droit international public.

La deuxième réforme de l'imposition des entreprises, objet de la prochaine votation populaire, est destinée à aider les petites et moyennes entreprises de Suisse. Il s'agit à proprement parler d'une réforme pour les PME. L'essentiel de cette révision porte sur l'atténuation des obstacles fiscaux et des distorsions défavorables aux PME. La première réforme de l'imposition des entreprises, qui date déjà de bientôt dix ans, comportait des mesures destinées aux sociétés holding. La deuxième réforme favorise quant à elle de manière ciblée les entrepreneurs, les entreprises familiales et les sociétés de personnes. Les effets positifs qu'on peut en attendre sont évidents : la réforme encourage les jeunes entreprises, atténue les problèmes de succession, soutient les réorientations et les restructurations. Les mesures prévues touchent la totalité des quelque 300 000 PME de Suisse, entreprises agricoles comprises, qui bénéficieront d'une manière ou d'une autre de la nouvelle donne. La réforme de l'imposition des PME supprime enfin l'impôt sur le capital – particulièrement préjudiciable – et, en introduisant le principe de l'apport en capital, lève un obstacle majeur à l'investissement et à la compétitivité nationale. Dans le domaine de l'imposition des dividendes, la Suisse fait déjà depuis longtemps figure de lanterne rouge au classement international. La réforme aura ici valeur de signal.

Au chapitre de l'imposition partielle des dividendes, dix-sept cantons ont entre-temps accepté cette mesure tant attendue, tandis que trois autres se préparent à le faire. La focalisation sur les participations qualifiées (10 % et plus) constitue la norme dans tous les cantons et se fonde sur des arguments objectifs, en particulier sur la différenciation entre une pure détention de participations et le capital en mains d'entrepreneurs. L'économie accepterait certainement sans objection une variante maximaliste sans limite de participation, mais pour des raisons de politique financière, celle-ci n'aurait aucune chance d'être soutenue par les cantons. La réforme de l'imposition des PME est à la fois mesurée et de nature à nous débarrasser d'importants boulets fiscaux. Elle constitue une solution pragmatique et consensuelle, susceptible de rallier les suffrages des cantons, du Conseil fédéral, mais aussi de tous les partis bourgeois, Verts libéraux compris. Une solution typiquement suisse, donc.